



*CONFERENCE MINISTERIELLE SUR LA COOPERATION HALIEUTIQUE ENTRE LES
ETATS AFRICAINS RIVERAINS DE L'OCEAN ATLANTIQUE*

*MINISTERIAL CONFERENCE ON FISHERIES COOPERATION AMONG AFRICAN
STATES BORDERING THE ATLANTIC OCEAN*

**SEMINAIRE SUR L'EVALUATION DE LA POLITIQUE
COMMUNE DE LA PECHE (PCP)
« DIMENSION EXTERNE »**



Rapport de participation du Secrétariat Exécutif

Vigo (Espagne)

(13-14 Mai 2025)

Introduction

Dans le cadre des dispositions du mémorandum d'entente entre la COMHAFAT et le Conseil consultatif de pêche lointaine (LDAC) de l'Union Européenne, le Secrétariat Exécutif a été invité à participer au séminaire organisé à Vigo (Espagne), les 13 et 14 mai 2025, sur l'évaluation de « **la politique commune des pêches de l'Union Européenne dans sa dimension externe** ».

Ce séminaire qui a porté sur cinq (5) sessions a pour objectifs de/d' :

- 1) Illustrer, à travers cette politique commune des pêches, le rôle que joue l'Union Européenne dans la Gouvernance mondiale des Océans, dans les instances et organisations régionales de gestion des pêches et dans la promotion du traité international BBNJ ;
- 2) Présenter les contours de la nouvelle génération d'Accords de partenariats pour une pêche durable et d'investissements dans le secteur de la pêche avec les pays tiers ;
- 3) Partager les nouveaux instruments de prévention et de lutte contre les formes de pêche illégale, non réglementée et non autorisée (IUU/INN) ;
- 4) Comment l'Union Européenne peut-elle contribuer à renforcer le rôle des partenariats pour une pêche durable dans la sécurité alimentaire et la préservation des droits sociaux ;
- 5) Discuter des pistes pour renforcer le rôle des Etats de marché pour une durabilité des activités de pêche et une stabilité des marchés.

Outre le Secrétariat Exécutif de la COMHAFAT, les panélistes, intervenants et participants aux sessions plénières de ce séminaire ont représenté :

- 1) Les services de l'Union Européenne (DG-MARE),
- 2) L'Agence Européenne de contrôle des activités de pêche (EFCA),
- 3) Du Secrétariat Général de la Pêche du gouvernement d'Espagne,
- 4) Des Autorités portuaires de la ville de Vigo,
- 5) Des associations d'opérateurs de pêche des Etats membres de l'Union Européenne,
- 6) Des représentants de sociétés mixtes de pêche,
- 7) Des Organisations non gouvernementales (Océana, PEW, ...)
- 8) Des associations de consommateurs
- 9) De CONXEMAR-Espagne (Salon international de la pêche),
- 10) De l'Organisation de la pêche et de l'Aquaculture d'Amérique centrale (OSPESCA),
- 11) De la Fédération Africaine de pêche artisanale (CAOPA)
- 12) De Afri-fish Net ;
- 13) De journalistes et reporters locaux et d'Etats membres de l'Union Européenne.

Les principales conclusions de chacune des cinq (5) sessions sont détaillées ci-dessous.

Le programme de ces sessions et la liste des panélistes sont en annexe.

Ce séminaire a été introduit par le Président de LDAC suivi d'un mot de bienvenue adressé à l'assistance par le Directeur général de l'autorité portuaire de la ville de Vigo.

1) **1^{ère} session : Illustrer, à travers cette politique commune des pêches, le rôle que joue l'Union Européenne dans la Gouvernance mondiale des Océans, dans les instances et organisations régionales de gestion des pêches et dans la promotion du traité international BBNJ**

Cette session a été marquée, en son début, par une allocution du représentant de l'Union Européenne (DG-MARE, unit 4) qui a illustré l'importance de ce séminaire qui devra dresser, de manière globale et généralisée, une sorte d'évaluation de la dimension externe des accords de pêche.

En effet, à travers ce séminaire, les représentants de la DG-MARE/Union Européenne souhaitent écouter les problématiques que recèlent les accords de partenariats au cours de leur mise œuvre tant pour les pays tiers que les producteurs, les marchés, la société civile, les ONG et les consommateurs et comment ces parties perçoivent la future ou nouvelle génération de ces accords.

En effet, tous les questionnements, discussions, craintes et propositions seront analysés par leurs services pour affiner la future génération d'accords de partenariats tout en fixant comme principes primordiaux : la durabilité et la lutte contre la pêche IUU/INN.

Pour sa part, le représentant du Gouvernement d'Espagne a signalé que son pays, à travers les accords de partenariat pour une pêche durable (APPD) passés entre l'Union Européenne et plusieurs pays tiers, notamment des pays africains (*Etats membres de la COMHAFAT*) ont contribué à développer leurs secteurs de la pêche et de l'aquaculture, d'améliorer la connaissance scientifique à travers des campagnes d'évaluation des stocks au niveau de l'Angola, la Namibie et de la Guinée-Bissau.

Aussi, a-t-il fait savoir qu'à travers ces accords de partenariat dans la pêche maritime, les pays tiers ont pu améliorer leurs dispositifs législatifs, réglementaires et techniques pour améliorer le contrôle des activités de leurs flottes respectives, d'améliorer le mode de gouvernance de la flotte, de disposer d'un système d'identification juridique des navires (registre des flottes, licences de pêche.), de former les capacités techniques, scientifiques et administratives.

En somme, ces accords sont de véritables leviers pour une coopération halieutique, active et dynamique au service de la prospérité socio-économique de ces pays.

À la suite de ces deux interventions, les panélistes ont discuté autour des points en relation avec la thématique de cette session et ont convenu de/ de l'/ de la :

- Importance du rôle que jouent les Organisations régionales de gestion des pêches (ORGP) tels que l'ICCAT, l'IATTC, la WCPFC dans la gouvernance, la lutte contre la pêche IUU/INN, la gestion des pêches, la collecte des données scientifiques, la construction des bases de données (capture, flottes autorisées et celles non-autorisées,)
- Importance de créer des Organisations régionales de gestion des pêches dans les zones du globe qui ne sont pas encore couvertes (Océanie...)
- Nécessité de renforcer davantage le rôle des Organisations de pêche dans la sous-région « Afrique de l'Ouest »

- La nécessité de concourir à la réussite du projet Le programme « West Africa Sustainable Ocean Programme » (WASOP).

Ce projet financé par l'Union européenne à hauteur de 59 M€, vise à améliorer l'utilisation durable et intégrée des ressources océaniques en Afrique de l'Ouest en stimulant une croissance économique inclusive.

Ce programme d'une durée de 5 ans, interviendra dans 13 pays ouest africains tous Etats membres de la COMHAFAT : Cap Vert, Mauritanie, Sénégal, Gambie, Guinée, Guinée Bissau, Liberia, Sierra Leone, Côte d'Ivoire, Ghana, Togo, Bénin et Nigeria. Il est divisé en trois piliers :

- **Pilier 1** : "Renforcer la gouvernance océanique en Afrique de l'Ouest".
- **Pilier 2** : "Soutenir une économie bleue innovante et durable".
- **Pilier 3** : "Renforcer la résilience marine et côtière".

2^{nde} session : - Vers une nouvelle génération d'accords de partenariat pour une pêche durable (APPD) et d'investissements dans le secteur de la pêche dans les pays tiers.

Cette session a été marquée par la participation active du Secrétariat Exécutif qui a été invité à présenter ses propositions et idées sur comment serait « construit » le futur modèle d'accords de partenariats pour une pêche durable.

A cet effet, le Secrétariat Exécutif a rappelé le rôle de la COMHAFAT dans le renforcement de la coopération entre ses Etats membres à travers la solidarité qui marque l'esprit de la Convention fondatrice de cette Organisation.

Aussi, a-t-il été précisé que les actions de cette Organisation se fondent sur le principe de l'utilisation durable des ressources marines vivantes ce qui inclus, bien entendu, toutes les actions de prévention et de lutte contre les formes de pêche illégale, non-déclarée et non-réglémentée.

Il a été signalé par la même occasion que lors de la tenue de la dernière session des experts de la COMHAFAT, à Abidjan, en avril dernier, des Etats membres ont annoncé qu'ils comptaient sur cette Organisation pour accompagner leurs délégations dans les futures discussions autour des projets de partenariats de pêche afin que les résultats puissent aboutir à des instruments de coopération équilibrés, équitables et vus sous un angle plus empathique et orienter « développement humain et renforcement des capacités ».

En effet, les populations qui dépendent directement des activités de la pêche artisanale sont en attentes de plus d'accompagnement en matière d'investissements à terre pour valoriser leur production (unités de fumage, salaison, froid..), d'équipements de sécurité (gilets de sauvetage, balises de géolocalisation) et bien d'autres biens pouvant contribuer à l'amélioration des conditions de travail et de vie à bord de leurs embarcations et navires de pêche.

Quant aux gestionnaires, chercheurs et autres acteurs publics dans la gouvernance des pêches et de l'aquaculture, le besoin de situer en matière de formation continue, de renforcement des capacités et de mise à niveau des connaissances et des techniques dans différentes disciplines du système halieutique.

Tout en rappelant les bénéfices avérés et les impacts positifs des accords de partenariat pour une pêche durable, anciennement appelés accords d'association en matière de pêche maritime ou plus simplement « accords de pêche », tant au niveau des infrastructures, des équipements, de la législation ou des technologies associées au système pêche dans les pays tiers, leurs populations locales et l'industrie, il n'en demeure pas moins que la dimension lointaine des politiques de pêche à travers les futurs accords de partenariat devrait s'orienter plus vers une contribution au développement humain, au renforcement des infrastructures de pêche, à l'innovation, à la recherche scientifique, la santé maritime, à la lutte contre les formes de pollution marine et à la mise en place de projets d'investissement aquacoles durables.

De même, le Secrétariat Exécutif de la COMHAFAT a précisé que l'encouragement de la femme et de la jeunesse et leur intégration aux côtés de la société civile dans l'identification des projets financés par lesdits accords de partenariat avec les pays tiers devenait essentielle pour une mise en œuvre réussie sur le terrain.

En effet, le continent africain renferme une jeunesse talentueuse et intelligente, capable de contribuer à l'essor de la pêche maritime et de l'aquaculture durable, d'assurer la continuité des activités, d'intégrer les nouvelles technologies dans la méthode de travail et relever tous les nouveaux défis qui marquent le système halieutique actuel et plus particulièrement le changement climatique.

Enfin, les panélistes représentant les ONG et autres associations de pêcheurs des Etats membres de l'Union Européenne, ont invité les représentants de l'UE à faire part à leur hiérarchie de leur souhait de/d' :

- Voir les politiques européennes converger dans le même sens au sein de leurs différentes structures
- Débattre sur les accès avec les composantes civiles de l'UE
- S'ouvrir davantage au dialogue avec les représentants des parties tiers
- Apporter une dimension écosystémique aux accords
- Rendre les protocoles de coopération en matière de pêche plus flexibles
- Garantir la durabilité des investissements des opérateurs européens et leurs associés au sein des sociétés mixtes
- Donner plus de visibilité aux droits de pêche des opérateurs

3^{ème} session plénière : Partager les nouveaux instruments de prévention ou comment renforcer la lutte contre les formes de pêche illégale, non réglementée et non autorisée (IUU/INN)

Cette session a débuté par le rappel, par les représentants de l'Union Européenne des quatre (4) principes élémentaires sur lesquels repose tout APPD, à savoir :

- **La transparence**
- **L'exclusivité**
- **Le droit commun et**
- **La non-discrimination.**

Par la suite, les représentants de l'Agence Européenne de contrôle des activités de la pêche ont présenté leur stratégie et les instruments mis en place pour prévenir et lutte contre toutes les formes de pêche IUU/INN.

L'exemple du suivi des opérations actuelles de pêche du thon rouge en Méditerranée et les moyens navals et aériens déployés par cette Agence avec les moyens des Etats membres de l'UE a été illustré, ce qui a grandement contribué, aux côtés des autres mesures de gestion de cette pêcherie adoptée par l'ICCAT au redressement du stock de l'espèce en Atlantique Est et en Méditerranée.

L'alignement des dispositifs législatifs, techniques et matériels en matière de lutte contre la pêche IUU/INN au sein des pays tiers, avec le système mis en place à cette fin au niveau de l'Union Européenne est essentiel selon les responsables de l'Union Européenne qui a pour principal slogan « **Zéro tolérance** »

Aussi, le projet « WASOP » signalé précédemment (voir session I) allait-il contribuer à atteindre l'objectif de prévenir et de contrecarrer toutes les formes de pêche IUU/INN à travers une coopération soutenue entre les responsables de l'UE et ceux en charge du suivi et du contrôle des activités de la pêche au sein des pays tiers par la/des:

- déploiements conjoints
- actions collectives
- mutualisation des moyens
- mise en place des systèmes de traçabilité

Quant aux représentants des ONG qui se sont exprimés sur le sujet, l'accent a été principalement mis sur la transparence des listes des armateurs des navires opérants dans le cadre des APPD et leur mise car cela contribue à identifier les opérateurs ayant été signalés comme responsables d'activités INN/IUU et qui procèdent à des opérations de vente des dits navires identifiés et en acquérir de nouveaux au moyen de sociétés dites « écran » ou à travers des partenaires locaux ou étrangers, peu regardant sur la préservation et la durabilité des ressources halieutiques.

4^{ème} session : Comment l'Union Européenne peut-elle contribuer à renforcer le rôle des partenariats pour une pêche durable dans la sécurité alimentaire et la préservation des droits sociaux

Au cours de cette session, les intervenants ont surtout abordé la question de l'impact des APPD sur la sécurité alimentaire par l'accès aux produits de la mer tant au niveau des pays tiers qu'au sein même des Etats membres de l'Union Européenne.

En effet, les APPD contribuent à la sécurité alimentaire des populations par un apport plus important de produits de la mer et leur valorisation notamment au sein de l'Union Européenne ou plus de 70% des besoins en poisson, crustacés et autres produits de la mer sont importés à l'Etat frais ou congelé. Ce constat dénote que la sécurité alimentaire concerne toutes les populations des pays du Sud et du Nord.

5^{ème} session : Discuter des pistes pour renforcer le rôle des Etats de marché pour une durabilité des activités de pêche et une stabilité des marchés

Au cours de cette session, les participants ont surtout mis l'accent sur l'importance des marchés, notamment ceux des Etats membres de l'Union Européenne, et leur engagement comme « bouclier » pour la lutte contre les formes de pêche IUU/INN par :

- L'interdiction de mise sur le marché de produits qui ne disposent pas d'une traçabilité
- La mise en œuvre effective des règles d'origine
- La révision régulière des normes de régulation de l'introduction des produits de la mer
- La lutte contre la concurrence déloyale
- Un engagement des États de marché à lutter contre la pêche IUU/INN.

Aussi, le rôle des consommateurs et leur comportement a-t-il un impact sur le marché global des produits de la mer et leur origine car il s'agit du dernier maillon de la chaîne de valeur « pêche & aquaculture »

Au terme de cette session, les intervenants ont insisté sur la nécessité de communiquer davantage avec les consommateurs sur l'importance de la durabilité de la pêche à travers la consommation de produits issus de la pêche réglementée afin de garantir une stabilité et une transparence tout au long de la chaîne de valeur et des circuits de commercialisation.

Conclusions :

Ce séminaire a été un succès à tous les niveaux.

Il a permis aux participants de prendre acte des principales mesures de gestion, de suivi et de contrôle des activités de la pêche maritime que compte mettre en œuvre l'Union Européenne à travers la dimension lointaine de sa politique commune de pêche, notamment :

- Dématérialisation totale des actes de gestion liés au commerce des produits de la pêche au sein de ses États membres à compter du 30 janvier 2026 ;
- Renforcement de la coopération avec les pays tiers pour améliorer les dispositifs de contrôle des activités de pêche ;
- Renforcement des technologies et des cadres réglementaires pour la lutte contre les activités de pêche IUU/INN.

Aussi, ce séminaire a-t-il permis au Secrétariat Exécutif de la COMHAFAT de faire part aux participants des attentes de ses États membres en matière d'Accord de pêche plus souples, équilibrés et flexibles, et avec :

- Leur retombée sur le bien-être des populations et des communautés côtières
- La contribution dans la sécurité alimentaire, à l'emploi bleu et à l'innovation
- Au renforcement des capacités des acteurs de la gouvernance des pêches
- Au développement de la recherche scientifique et de la connaissance des écosystèmes marins des États membres (évaluation des stocks)
- Au renforcement des infrastructures de pêche et de valorisation du poisson
- Au développement humain à travers une utilisation durable des ressources marines vivantes et une aquaculture durable et inclusive vu que les systèmes aquatiques sont actuellement sous pression.



AGENDA

SÉMINAIRE

**ÉVALUATION DE LA POLITIQUE
COMMUNE DE LA PÊCHE (PCP)**

DIMENSION EXTERNE



13 Mai 2025 (14:00h)
14 Mai 2025 (09:00h)



Bâtiment El Tinglado del Puerto de Vigo,
Vigo (Espagne)



Co-funded by
the European Union

AGENDA - Mardi 13 Mai 2025

14:00h OUVERTURE DU SÉMINAIRE

M. Carlos BOTANA, Président de l'autorité portuaire de Vigo

14:15h INTRODUCTION SUR LE CONTEXTE DE L'EVALUATION DE LA DIMENSION EXTERNE DE LA POLITIQUE COMMUNE DE LA PECHE (PCP) ET LE ROLE DE LA COMMISSION EUROPEENNE

M. Roberto CESARI, Chef d'unité, Commission Européenne DG MARE Unit B4 – Pêche illégale, non déclarée et non réglementée

14:30h Jour 1: GOUVERNANCE

Orateur principal du jour 1: **M. Ramón DE LA FIGUERA**, Secrétariat général de la pêche de l'Espagne (MAPA)

14:45h SESSION I · Le rôle de l'Union européenne dans la gouvernance internationale des océans, les organisations régionales de gestion des pêches (ORGP) et la diversité biologique marine des zones situées au-delà des limites de la juridiction nationale (BBNJ)

Modérateur: **M. Iván LÓPEZ**, Président du CCPL

Intervenants de la table ronde:

M. Roberto CESARI, DG MARE
M. Ramón DE LA FIGUERA, SGP-MAPA
M. Julio MORÓN, CEPESCA
M. Raúl GARCÍA, WWF
M. Neil ANSELL, EFCA
M. Ernesto PENAS, ICCAT

Échange avec les participants et questions-réponses

16:30h PAUSE - CAFÉ

17:00h SESSION II · Vers une nouvelle génération d'accords de partenariat pour une pêche durable (APPD) et d'investissements dans le secteur de la pêche dans les pays tiers

Moderator: **Mme. Ángela CORTINA**, Vice-président du Groupe de Travail 4 du CCPL

Intervenants de la table ronde:

M. Benoît CAILLART, F&S sarl
Mme. Béatrice GOREZ, CFFA-CAPE
M. Roberto CESARI, DG MARE
M. Taoufik EL KTIRI, COMHAFAT
M. Edelmiro ULLOA, ACEMIX

Échange avec les participants et questions-réponses

19:00h CLÔTURE JOUR 1

AGENDA - Mercredi 14 Mai 2025

09:30h **Jour 2: MISE EN ŒUVRE DES PRINCIPES DE L'UNION EUROPÉENNE**

Orateur principal du jour 2: **M. Roberto CESARI**, DG MARE

09:30h **SESSION III · Comment renforcer la lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN) ?**

Modérateur: **M. Emil REMISZ**, Président du Groupe de Travail 2 du CCPL

Intervenants de la table ronde: **Mme. Susan STEELE**, European Fisheries Control Agency
M. Roberto CESARI, DG MARE
M. Ignacio FRESCO, EU IUU Coalition
M. Daniel VOCES, EUROPÊCHE
M. Roberto ALONSO, ANFACO-CECOPESCA
M. Arne KINDS, EqualSea Lab (CRETUS, University of Santiago de Compostela)

Échange avec les participants et questions-réponses

11:30h **PAUSA CAFÉ**

12:00h **SESSION IV · Comment l'UE peut-elle renforcer la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance locaux, garantir des chaînes d'approvisionnement exemptes de travail forcé et promouvoir des pratiques d'entreprise durables dans la chaîne de valeur mondiale des produits de la mer ?**

Modérateur: **M. Julien DAUDU**, Président du Groupe de Travail 5 du CCPL

Intervenants de la table ronde: **M. Gaoussou GUEYE**, AFRIFISH-Net
M. Juan Manuel TRUJILLO, European Transport Federation
M. Francisco MARÍ, Bread for the World
M. Martin ORTH, DG EMPL
Mme. Rosalie TUKKER, EUROPÊCHE

Exchange with Échange avec les participants et questions-réponses

13:30h **PAUSE DÉJEUNER**

15:00h **SESSION V · Comment tirer parti de la puissance du marché de l'Union européenne à l'avenir ?**

Modérateur: **M. Iván LÓPEZ**, Président du CCPL

Intervenants de la table ronde: **Mme. Yobana BERMÚDEZ**, CONXEMAR
Mme. Anne-France MATTLET, EUROPÊCHE
Mme. Vanya VULPERHORST, OCEANA
M. Miguel LÓPEZ, Confédération ConsumES

Échange avec les participants et questions-réponses

17:00h **CLÔTURE du Séminaire**

M. Iván LÓPEZ, Président du CCPL

SPEAKERS



Roberto ALONSO

Secretary General ANFACO-CECOPESCA.

Roberto Alonso is Secretary General of ANFACO-CECOPESCA, a private organization with 121 years of history and which brings together more than 250 companies from the Spanish sea-industry complex, including a leading Technological Center with more than 100 researchers. In his professional work, he represents and defends the strategic elements for the competitiveness of companies, interacting with various organizations (FDE, FAO, WTO) and public entities, participating in the advisory councils of the European Union (LDAC, MAC, CCSUD), in the European industrial association AIPCE-CEP, ESSA or EUROTHON presidency, as in various innovation initiatives such as the Technology Platform for Fishing and Aquaculture PTEPA, as Vice-President, or the Datalife HUB, as well as collaborating punctually in the execution and dissemination of R+D projects. He has a degree in Industrial Engineering as well as a master's degree in Industrial Innovation from the University of Vigo, and also he has completed the LEAD program taught by Stanford University in Corporate Innovation.



Neil ANSELL

Senior Officer for International Dimension, EFCA.

Neil Ansell is an international fisheries control expert with over 25 years of experience, including initially as a fisheries observer and inspector in a variety of fisheries and then as an MCS consultant in a number of regions most notably as a Technical Adviser on EU funded MCS projects in the Western Indian Ocean and East and West Africa. He then moved to the European Commission in DG Mare where he focused on international control policy, IUU and RFMOs. He has been in EFCA since 2013 and has worked on both operational and policy aspects of international fisheries involving close cooperation with DG Mare, international organisations, non-EU countries and a range of stakeholders. He is currently the Chair of several RFMO panels on control matters, including the PWG in ICCAT, the Compliance Committee in GFCM and the WPICCM in IOTC.



Yobana BERMÚDEZ

Director General of Conxemar.

She holds the presidency of the MAC (Market Advisory Council) and CEP (European Federation of National Organizations of Importers and Exporters of Fish), both European bodies based in Brussels.

Since her appointment as Director General of Conxemar, she has led the implementation of the association's first strategic plan with a 2026 horizon, aimed at addressing the challenges facing the seafood processing and marketing sector.



Carlos BOTANA

President of the Port Authority of Vigo.

His work involves permanently representing the Port Authority and its Board of Directors in any act and contract, and before any natural or legal person, whether public or private, in both judicial and extrajudicial settings, without prejudice to the delegation powers granted to the Board of Directors as provided in Article 31.2 of the Revised Text of the Law on State Ports and the Merchant Marine (TRLPEMM).

SPEAKERS



Benoit CAILLART

Director, F&S sarl.

Benoit Caillart has a PhD in fisheries management (Agrocampus Rennes, 1984). After starting his career in fisheries research (IRD, South Pacific Community), Benoit worked in the field of expertise in support of fisheries management. In this capacity, he is one of the main experts in charge of evaluating the external dimension of the Common Fisheries Policy on behalf of the European Commission, in particular the Sustainable Fisheries Partnership Agreements (SFPAs) signed between the EU and various third countries in the Atlantic, Indian and Pacific Oceans. Benoit has also worked on strengthening international ocean governance, including Regional Fisheries Management Organisations (RFMOs) and the promotion of international instruments aimed at improving the environmental and social sustainability of the fishing sector worldwide.



Roberto CESARI

Head of Unit, European Commission DG MARE Unit B4 – Illegal, Unreported and Unregulated fisheries.

Head of Unit at the European Commission, Unit B4 "Illegal, Unreported and Unregulated Fisheries Policy". This Unit is responsible for implementing the European Union (EU) IUU Fisheries Policy under the EU Council Regulation N° 1005/2008 ("IUU Regulation"). Mr Cesari possesses thirty one years' experience in fisheries management within the European Commission and, for the past twenty eight years, he has been responsible, at various levels, for the European Union multilateral and bilateral international fisheries policy (EU Head of Delegation in various Regional Fisheries Management Organisations as well as Chief negotiator for the EU Sustainable Fishery Partnership Agreements and now, lead negotiator for the EU IUU dialogues with third country partners).



Ángela CORTINA

Technical Secretary for ARVI's Distant Water Fleets.

Ángela Cortina has a degree in Marine Biology and a PhD in Marine Biotechnology and Aquaculture from the University of Santiago de Compostela.

In 2018, she joined ARVI's R&D&I department, where she participated in and coordinated projects related to fishing efficiency and sustainability, improving life on board, and compliance with legislation.

Since 2022, when she became technical secretary for the DWF, Ángela works closely with longline fleets in highly migratory fish RFMOs, bottom longline fleets in the Indian Ocean, and freezer trawlers in NAFO, the Southwest Atlantic, and Northern Europe, serving as a link between administrations and shipowners.

Additionally, since 2024, Angela has been vice-chair of Working Group 4 on Bilateral Relations with Third Countries of the LDAC.



Julien DAUDU

Chair of LDAC Working Group 5 on Horizontal Issues. Environmental Justice Foundation (EJF).

Julien Daudu is the Environmental Justice Foundation (EJF)'s Chief Representative in Brussels, where he engages with key EU staff across the organisation's range of activities. Julien also participates in EJF's ocean-related investigations, building on his experience of working on fisheries-related issues – and more specifically the fight against illegal, unreported and unregulated (IUU) fishing and associated human rights abuses – for more than a decade, across a wide range of geographies. Since 2020, Julien has chaired Working Group 5 of the Long Distance Advisory Council (LDAC). Working Group 5 covers horizontal matters such as international ocean governance, IUU fishing and labour issues.

SPEAKERS



Taoufik EL KTIRI

COMHAFAT Executive Secretary.

Shortly before his appointment to the Ministerial Conference on Fisheries Cooperation between African States bordering the Atlantic Ocean (COMHAFAT), as Executive Secretary, Mr Taoufik El Ktiri worked at the Ministry of Agriculture and Maritime Fisheries, Aquaculture, Department of Maritime Fisheries, as Director of General and Legal Affairs, a post he held from 2016 to 2024. He was previously Director of Maritime Fisheries and Aquaculture from 2013 to 2016.

An engineer by training, a graduate of the Institut agronomique et vétérinaire Hassan II in Rabat (Morocco) and holder of a Master's degree in Business Administration from the Université du Québec à Trois-Rivières in Canada, Mr El Ktiri joined the Ministry of Maritime Fisheries in 1998 as an engineer.

During his career, Taoufik El Ktiri has contributed to the development and implementation of national fisheries management plans, the modernisation of the small-scale and coastal fishing fleet, the introduction of control and monitoring systems for fishing activities, and the drafting of several regulatory texts to govern the development of fishing and aquaculture as part of Morocco's national fisheries development strategy 'Halieutis'.

As Morocco's delegate to international organisations such as ICCAT and the GFCM, he has demonstrated his commitment to the conservation of fisheries resources and shared stocks.

He also steered the national coastal development programme, which involved the construction of landing points and fishermen's villages. This programme also led to the construction of 6 landing stages for small-scale fishing in several countries on the continent (Senegal, Guinea, Côte d'Ivoire and Congo Brazzaville) as part of the cooperation between Morocco and these countries.



Ramón DE LA FIGUERA

Sustainable Fisheries Director.

Ramón de la Figuera Morales holds a veterinary degree from the Complutense University of Madrid and a Master's degree in Evolutionary Biology from the same university. In 2006, he joined the National Veterinary Body, attached to the Ministry of Agriculture, Fisheries, and Food (MAPA), where he has developed his professional career.

Since 2024, he has held the position of Sustainable Fisheries Director. Previously, he was appointed counsellor at the Permanent Representation of Spain to the European Union and before he headed the Subdirector General for National Fisheries, Community Waters, and Aquaculture, and the Subdirector General for Regional Fisheries Agreements and Organizations.



Ignacio FRESCO

Senior Policy Advisor, OCEANA.

Ignacio Fresco Vanzini is a lawyer and policy advisor with extensive experience in civil society organizations focused on ocean sustainability and fisheries governance. He currently works to combatting illegal, unreported, and unregulated (IUU) fishing and promoting transparency in the fishing sector. As a member of Oceana, he collaborates with the EU IUU Coalition on legal and policy matters related to distant-water fishing. His work focuses on legal advocacy, fisheries policy analysis, and investigative research on key issues such as fisheries control, AIS monitoring, vessel beneficial ownership, and stock management. He actively engages with national and EU institutions to strengthen regulatory frameworks and enforcement mechanisms in the fight against IUU fishing.



Raúl GARCÍA

Senior Fisheries Officer at WWF Spain.

Raúl García was born in Oviedo and has grown up in A Coruña. Since he was a child he has been devoted to the study and protection of nature. He studied Marine Sciences at the University of Vigo and since 2002 he has worked at WWF Spain as Senior Fisheries Officer, coordinating its fisheries program. Raúl is involved both in the political work of the organization, nationally and internationally, as well as in sustainable fishing projects on the ground, in about 35 enclaves. Raúl has been very involved in the recovery of Atlantic bluefin tuna and co-leads WWF's work at ICCAT and is also fully engaged in IOTC work and the rest of tuna RFMOs. He is member of the Southwest Waters Advisory Council and its vice-chair, and member of the Long Distant Waters Advisory Councils, of which he was vice president for 8 years.

SPEAKERS



Béatrice GOREZ

CFFA Coordinator.

Béatrice GOREZ has been spokesperson and coordinator of the Coalition for Fair Fisheries Arrangements (CFFA) activities since 1994. This included extensive collaborations with African artisanal fishing organisations and advocacy towards EU institutions on EU-African fisheries policies that affects African fishery dependent coastal communities.

Prior to becoming CFFA spokesperson and coordinator, Béatrice GOREZ was employed by the International Collective in Support of Fishworkers (ICSF) in its Brussels secretariat. She has also been employed, or volunteered, in various initiatives, such as the Fair Trade Max Havelaar Foundation, or the Belgian Green Party.



Gaoussou GUEYE

President of the Continental Platform of Non-State Actors in Sustainable Fisheries and Aquaculture (AFRIFISH-Net) and President of the African Confederation of Artisanal Fisheries Professional Organisations (CAOPA).

Mr Gueye has been working in the fishing industry for 30 years. For some time now, he has dedicated himself to the functioning of professional organisations in the African artisanal fishing sector, while at the same time engaging in capacity-building for stakeholders and advocacy for sustainable small-scale fishing. The aim is to ensure food and nutritional security for the people of Africa.

Mr Gueye is President of the continental platform of non-state actors in fisheries and aquaculture (AFRIFISH-Net), President of the Confédération africaine des organisations professionnelles de la pêche artisanale (CAOPA), and President of the Association pour promotion et responsabilisation des acteurs maritimes artisanaux (APRAPAM) in Senegal.



Arne KINDS

Postdoctoral researcher at the EqualSea Lab (CRETUS, University of Santiago de Compostela).

He has a background in biology (BSc, 2009) and marine biodiversity and conservation (MSc, 2011). He worked at Ghent University (2011-2012) and the Institute for Agricultural and Fisheries Research (ILVO) (2012-2017), focusing on sustainability assessment, fishing gear innovation, and socio-economic research topics. In 2021, He obtained a joint PhD in Economics and Bioscience Engineering from the University of Western Brittany and Ghent University, with a thesis on ownership in the French Atlantic fishing sector.

His current research examines vessel and quota ownership in the global fishing industry, combining spatial data with ownership records to uncover patterns of unsustainable and inequitable resource exploitation, particularly by Distant-Water Fishing (DWF) fleets operating in the Global South. He interprets these patterns as symptoms of deeper, structural forms of exploitation, tracing how fisheries governance is shaped by and embedded in broader systems of global trade, capital, and corporate power.



Miguel LÓPEZ

President of the ConsumES Confederation

He is an expert in consumer law from the University of Santiago de Compostela (USC) and a postgraduate from the University of Valencia, has spent over 25 years working in the defense of consumer rights and interests. He is head of the consumer defense service at UCGAL and has served as a consumer arbitrator since 1998. In 2005, he became Secretary General of the Galician Consumer Union, and since 2010, he has held the Vice Presidency of the Galician Council of Consumers and Users.

He represents Galician consumers and users in numerous advisory bodies and consultative entities in Galicia (such as the Economic and Social Council, transport, statistics, housing, tourism, and commerce), where he participates actively in consultation and regulatory development processes.

SPEAKERS



Iván LÓPEZ

LDAC Chair.

With a degree in International Relations from Vesalius College of the Vrije University Brussels, Iván López is President of the National Association of Cod Fishing Vessels (AGARBA) and General Manager of Pesquera Ancora, as well as a member of the Governing Council of the Fishing Shipowners' Cooperative of the Port of Vigo (ARVI). He is also the Chair of the EU Bottom Fisheries Alliance (EBFA) and member of Spanish Fisheries Confederation (CEPESCA) and EUROPÊCHE.

As manager he has worked in the processing industry and in fisheries operations in Spain, Argentina and Namibia.



Francisco MARÍ

Senior Policy Officer on World Food, Agritrade and Maritime Policy. Brot fuer die Welt.

Francisco Marí is working in the Lobby and Advocacy Department of the German church related development service "Bread for the World". Since 2004 he is lobbying against threats for food security in developing countries by EU policies and corporations. His focus is the support of self-representation of small-scale producers, especially artisanal fishermen, farmers and women in food processing.

After his studies in social psychology and law he worked during several years in Cameroon as legal advisor for a non-governmental organization and later as research and project manager on different topics in developing countries.

Francisco Marí is advisor and board member in different public and civil society organizations and author of various articles, studies and books on fisheries, standards and trade relations.



Anne-France MATTLET

Deputy Director of Europêche

Graduated from the Institute of Political Studies of Paris and the National School of Maritime Safety and Administration of France, Anne-France Mattlet began her professional career at the Departmental Directorate of Territories and the Sea in Northern France until 2016.

Subsequently, and until 2020, she was part of the French Office of European and International Affairs for Fisheries. Between 2020 and 2022, she worked as a duty officer at the Maritime Rescue and Coordination Center of the French Mediterranean.

Deputy director of Europeche, she works on fisheries policies, including economic and social aspects. She is also in charge of Europeche's tuna strategy comprising several pillars: tuna legislation and policy, governance, trade and market, scientific work and promotion of a responsible image of EU purse-seine operations.



Julio MORÓN

Managing Director OPAGAC / AGAC.

Since 2007, Julio Morón has been the Managing Director of the OPAGAC and the Association of Large Freezer Tuna Vessels (AGAC). Previously, he served as Deputy Director and Scientific Advisor to the organization in various tuna management commissions (ICCAT, IATTC, IOTC, WCPFC) and participating in fisheries agreement negotiations between the EU and Coastal countries.

Between 1994 and 1997, he was the Head of the Spanish Fisheries Office in Victoria, Seychelles, overseeing the Spanish tuna fleet's operations in the Indian Ocean across ports in Seychelles, Kenya, and Madagascar. He was also involved in negotiating EU fisheries agreements with Madagascar, Comoros, Seychelles, and Mauritius.

From 1991 to 1994, he worked as an FAO Associate Expert in the Indo-Pacific Tuna Program (IPTP) in Sri Lanka, conducting tuna research in the Indian Ocean and Southeast Asia.

In 2023 he was nominated Chair of the Confederación Española de Pesca (CEPESCA) and is also member Correspondent Academic of the Real Academia del Mar de España.

SPEAKERS



Martin ORTH

Team Leader and International Relations Officer International Affairs Unit DG Employment, Social Affairs and Inclusion European Commission.

Martin holds master's degree in politics and economics. He started his career in Slovak administration dealing with EU pre-accession assistance followed by positions in the European Commission first as a financial officer in DG Enterprise and Industry and later as a policy officer for social inclusion and fight against poverty and programme manager for the European Social Fund in DG Employment, Social Affairs and Inclusion. In his current position as a team leader and international relations officer in DG Employment, he is responsible for trade and sustainable development and labour relations with selected partner countries.



Ernesto PENAS

President of ICCAT.

Biologist. 11 years of experience on marine and fisheries research. 30 years working for the European Commission on fisheries policy. 4 years as Director General for Fisheries in the Regional Government of Galicia. Visiting professor at the University of Washington, Seattle. Currently, President of ICCAT. Author of several books on fisheries management and the Common Fisheries Policy.



Emil REMISZ

Legal adviser. Chair of the Working Group 2 of the LDAC.

Emil Remisz is a legal adviser with over a decade of experience in the fisheries sector. For the past 10 years, he has been working with High Seas Fish Producers Organization in Poland, where he provides legal guidance on regulatory compliance and fisheries policy. His work supports producers in navigating the complex legal landscape of the seafood sector.



Susan STEELE

Executive Director at the European Fisheries Control Agency.

Born in Ireland, Dr. Steele has a degree in Marine Biology and a Ph.D. in Zoology. She completed an MBA and a Masters in Adult Education in 2007, followed by a Diploma in Business and Executive Coaching, a Certificate in Public Law, a Professional Certificate in International Regulatory Affairs, a Harvard Executive Certificate in Public Management and an International Chartered Director certification.

After completing her Ph.D. in 1998, she served as a postdoctoral researcher and lecturers and later as an instructor and head of training at BIM Regional Fisheries College. Between 2009 and 2013, she spearheaded innovation as the Head of Ireland's Seafood Development Centre.

In 2013, she joined the Sea Fisheries Protection Authority, serving as CEO and Chair until 2021. She joined EFCA as Executive Director in 2021.

SPEAKERS



Juan Manuel TRUJILLO

UNION TRADE Fisheries Officer: Syndicalist of Fisheries, FSC-CCOO Sea Sector. Fisheries Section Chair, European Transport Worker's E.T.F. and member of the Steering International Transport Worker's Federation ITF Fisheries Section.

Participates in the EU Fisheries and Aquaculture Sectoral Social Dialogue Committee. Advisory Councils : LDAC, MARKET, CC SUD

Bureau of Fisheries Science for sustainable fisheries of MAPA and MINISTRY OF SCIENCES.

Public Employee in the company Autoridad Portuaria de Málaga.

Public Body Puertos del Estado and Port Authorities Spain.

Public Employees in the company of Malaga Port Authority.

Agency and State Ports Spain Port Authorities

Last but not least, we have Juan Manuel Trujillo, Head of Fisheries of the Sea sector in the Federation of Citizen Services of CCOO, who will address the 'Social Dimension in Food Security in Europe'. Food security depends not only on technical and regulatory factors, but also on the working conditions of those who work in the fishing and fishing industry. How can we guarantee decent and stable employment in the sector?



Rosalie TUKKER

Senior Policy Advisor at EUROPÊCHE.

Rosalie Tukker is Senior Policy Advisor at Europêche, executing EU and international advocacy and policy development on sustainable fisheries, trade, labour, and ocean governance. With a BSc in Marine Biology, a BSc in Ecology & Evolution and an MSc in Marine Resource Management, she bridges science and policy to promote responsible fishing that supports marine biodiversity, food security, and coastal livelihoods. Since 2017, she has advanced evidence-based strategies to align environmental, social, and economic goals in fisheries policy. She also leads EU-funded projects that Europêche coordinates or participates in, focused on safety at sea, training, and decent work. Additionally, she manages the Secretariat of the EU Commission's Social Dialogue Committee for Sea Fisheries.



Edelmiro ULLOA

Managing Director of ACEMIX (Association of Community Enterprises in Mixed Fishing Companies).

Graduated in Veterinary Medicine from the Complutense University of Madrid in 1986.

He began his professional activity in the Cooperativa de Armadores de Pesca del Puerto de Vigo (ARVI) in 1988 as Technical secretary. Since 2021, he has held the position of Managing Director of the Cooperative, as well as of its associations and organizations of fishing producers.

SPEAKERS



Daniel VOCES

Managing Director of Europêche.

Daniel Voces has a master's degree in law from the University of Santiago de Compostela. He later obtained a master in European Studies and a postgraduate degree in international maritime transport.

Since 2012, Mr Voces works for Europêche, the most relevant European association representing the fishing sector. In 2016, he was appointed its managing director. He has previous experience working as an intern in the European Parliament Fisheries Committee and the Galicia Europa Foundation on EU regional policies. Mr Voces has been appointed alternate member and advisor in the European Economic and Social Committee (EESC) for the period 2020-2025. He is a member of several EU Fisheries Advisory Councils and the European Social Dialogue Committee for Sea Fisheries.



Vanya VULPERHORST

LDAC Vice-Chair.

Campaign Director Illegal Fishing and Transparency, Oceana in Europe.

Vanya has been with Oceana since 2011 and has worked on Oceana's fisheries subsidies campaign and is currently leading on Oceana in Europe's campaign to stop illegal fishing and transparency, by increasing public information on vessels' end owners, EU seafood import controls as well as making the global long distance fleet more transparent, accountable and sustainable. She has an MA in International Relations and Economics from Johns Hopkins School of International Studies in Bologna, Italy, and Washington DC, and an MSc in Marine Resource Management and Protection from Heriot Watt University in Edinburgh, UK. Before joining Oceana, she did a traineeship at the European Commission Directorate - General for Maritime Affairs and Fisheries.

Note d'information sur le CCPL

Le Conseil Consultatif sur la Pêche Lointaine (CCPL) est un organe de l'Union européenne qui fournit à la Commission Européenne et aux États membres de l'UE des conseils fondés sur des preuves concernant les accords de pêche avec les pays tiers, les relations avec les organisations régionales de gestion des pêches (ORGP) auxquelles l'UE est partie contractante, ou avec les organisations internationales dans les eaux desquelles la flotte communautaire opère, ainsi que d'autres aspects politiques tels que la lutte contre la pêche INN, la dimension sociale ou les droits du travail.

Le CCPL est actuellement composé de 54 organisations membres représentant le secteur de la pêche (y compris les secteurs de la capture, de la transformation et de la commercialisation, ainsi que les syndicats) et d'autres groupes d'intérêt (ONG environnementales et société civile) de 11 États membres côtiers de l'UE.

 www.ldac.eu
 [@LDAC_eu](https://twitter.com/LDAC_eu)







